

<https://lactualite.com/actualites/>

Le nucléaire : un «incontournable» au Québec ?

Thomas Laberge, La Presse Canadienne

20 septembre 2023



NEW YORK — Malgré la fermeture de son chef, le ministre de l'Économie et de l'Énergie, Pierre Fitzgibbon, persiste et signe : il faut évaluer toutes les sources d'énergie, y compris le nucléaire. Et ce sera aux Québécois de décider ce qu'ils pensent de cette option.

«Les ambitions du Québec en termes de croissance économique et de décarbonation sont telles qu'il faut regarder toutes les alternatives, ce que M. Sabia fait, ce qu'on fait au ministère de l'Énergie. On décidera après, collectivement, dans la population, quelles sont les sources d'énergie renouvelable ou d'énergie à bas fossiles», a affirmé le ministre en période de questions, mercredi.

«Quand on regarde ce qui se passe dans le monde – parce qu'il faut regarder en dehors du Québec –, le nucléaire, c'est un incontournable. Si les gens pensent que la planète doit se décarboner sans le nucléaire, c'est faux. Tout le monde est d'accord», a ajouté M. Fitzgibbon.

Mardi à New York, le premier ministre François Legault a affirmé au sujet du nucléaire que «pour l'instant, on ne touche pas à ça».

Le gouvernement est à la recherche de nouvelles sources d'énergie. François Legault affirme qu'il existe bon nombre d'avenues à explorer – l'efficacité énergétique, les négociations avec Terre-Neuve-et-Labrador au sujet des centrales de Churchill Falls et Gull Island, rehausser les barrages existants et en construire de nouveaux –, et le nucléaire n'en fait pas partie pour l'instant.

Sommet sur l'ambition climatique

M. Legault était de passage à New York cette semaine, notamment pour assister au Sommet sur l'ambition climatique à l'ONU qui s'est déroulé mercredi. Il se dit fier pour tout le Québec de cette invitation, même s'il n'a pas pu prendre la parole, contrairement à son homologue canadien, Justin Trudeau.

«On le savait», assure le premier ministre en mêlée de presse tout juste avant de se rendre au sommet.

«Il y a une centaine de pays qui ont été invités. Seulement neuf États, dont le Québec, qui ne sont pas des pays. Il y aura des échanges et c'est surtout l'occasion de rencontrer d'autres dirigeants», a-t-il ajouté.

M. Legault a toutefois pris la parole lors d'une rencontre du groupe Beyond Oil and Gas Alliance – dont le Québec fait partie – qui s'est tenu mardi. L'ancien vice-président américain Al Gore était présent. Durant son allocution, M. Gore a qualifié les membres de ce groupe de «héros».

«Les générations futures se souviendront de cette alliance et diront [...] qu'ils étaient des héros», a-t-il lancé.

Les partis d'opposition ont réagi mercredi matin à cette déclaration.

«Souvenez-vous que M. Legault, dans la campagne de 2018, n'avait aucun plan sur l'environnement. C'était la dernière de ses priorités. Et, lors de la dernière élection, bien, il avait déposé, vous vous souviendrez, le plan pour une économie verte, qui n'avait pas les moyens de ses ambitions», a soutenu le péquiste Joël Arseneau.

«Le plan qui est présenté par le gouvernement, ce n'est pas le plan d'un héros en environnement. Car il n'atteint pas les cibles de réduction, les cibles de son propre gouvernement», a affirmé la solidaire Alejandra Zaga Mendez.

«François Legault est l'héritier d'engagements qui ont été pris par des gouvernements libéraux, notamment responsables. Qu'est-ce qu'il fait aujourd'hui François Legault, le pseudo-géant vert?», a questionné le chef libéral par intérim, Marc Tanguay.

Même le ministre fédéral de l'Environnement, Steven Guilbeault a lancé une pointe envers le Québec au sujet de sa participation à ce groupe Beyond Oil and Gas Alliance

«Le Québec s'est engagé à faire partie de cette organisation-là. On continue d'importer du pétrole au Québec : 360 000 barils de pétrole par jour. On ne produit pas, mais il y a quelqu'un d'autre qui le produit pour nous, les Québécois qui l'utilisons. On a besoin de ce genre d'initiatives, mais il faut regarder l'ensemble de l'équation», a-t-il illustré mercredi dans l'enceinte de l'ONU à New York.

Consensus sur l'environnement au Québec ?

Lors de son passage à New York, le premier ministre a affirmé que la question de la lutte aux changements climatiques fait consensus au sein des partis politiques québécois, malgré le fait que ses adversaires politiques lui reprochent régulièrement son manque d'ambition.

«J'ai toujours considéré qu'au Québec, les partis ne se distinguent pas sur l'environnement parce qu'on est tous d'accord», a-t-il dit en entrevue avec La Presse Canadienne dans la résidence officielle du Québec à New York

Il affirme d'ailleurs être surpris de voir, lorsqu'il rencontre ses homologues des autres provinces, que ce n'est pas consensuel chez eux.

Mais comment explique-t-il alors qu'il se fasse critiquer par ses adversaires – Québec solidaire particulièrement – qui l'accusent de ne pas en faire suffisamment ? «C'est plus de la rhétorique», répond-il.

«Sincèrement, comment on peut dire qu'on n'en fait pas assez alors qu'on est les meilleurs en Amérique du Nord», ajoute le premier ministre. Une ligne qui sera d'ailleurs répétée à de nombreuses reprises durant son passage à New York.

Le premier ministre pense d'ailleurs que la majorité de la population québécoise est sensible à la question des changements climatiques. Il se questionne toutefois sur ceux qui n'y croient toujours pas.

«Tsé les fameux complotistes, il faut vraiment être "bocké". C'est comme une évidence qu'il y a des changements climatiques et qu'il y a des impacts importants, des inondations et des températures extrêmes», a lâché le premier ministre.

Commentaire tel que publié

Alain Bonnier

23 septembre 2023, 9 h 25 min

Ne pas confondre « changements climatiques causés par l'activité humaine »
et « changements climatiques causés par la nature »

Si le premier ministre trouve « évident qu'il y a des changements climatiques », c'est qu'on ne lui a pas donné la définition scientifique exacte de ce qu'on appelle des « changements climatiques ». Le physicien Steven E. Koonin, ancien conseiller d'Obama sur les questions climatiques et auteur du livre « Unsettled ? » (ou « Climat, la part d'incertitude », en français), nous en donne ici une définition plus précise. À la lecture de cette définition, le Premier ministre verra alors que ce sont plutôt ceux qui voient partout des « changements climatiques », en laissant sous-entendre qu'ils sont causés par l'activité humaine qui sont les plus « bockés » parce qu'ils les confondent alors presque toujours avec les « changements climatiques » causés par la nature. Ces derniers dominent pourtant largement les premiers.

L'utilisation du terme « changement climatique » favorise d'ailleurs — et exploite parfois peut-être délibérément ! — une confusion de sens. La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (Convention de laquelle dépend le GIEC) définit le « changement climatique » de la manière suivante : (...) un « changement climatique » attribué directement ou indirectement à l'activité humaine qui modifie la composition de l'atmosphère globale et qui s'ajoute à la variabilité naturelle du climat observée sur des périodes comparables (...)

Cette définition exclut explicitement les changements dus à des causes naturelles, ce qui diffère du sens courant du terme. Ainsi, lorsqu'une personne ordinaire entend « changement climatique » (comme dans le slogan qui dit que « le changement climatique est réel !), il est probable qu'elle suppose que cela signifie un changement dont nous sommes responsables. Les médias — et même les climatologues et les météorologues ! — ne sont pas particulièrement précis ni cohérents dans leur usage du terme, l'employant parfois dans un sens et d'autres dans un autre, souvent sans précisions ; les articles sur les changements dus à des causes multiples ou inconnues font la une des journaux sur le « changement climatique ». Cette confusion donne alors l'impression qu'on peut « lutter contre les changements climatiques » puisqu'ils seraient causés par les humains. Ou qu'en réduisant nos émissions de GES, on empêcherait le climat de changer. Ce qui est illusoire quand on constate la faible influence des humains sur le climat.

C'est la raison pour laquelle dans le Mémoire à l'étude du Projet de loi 44 que j'avais présenté en janvier 2020 — et qu'on trouvera sur le [site de l'Assemblée nationale](#) —, j'avais proposé que le « Ministère de l'Environnement et de la lutte aux changements climatiques » s'appelle plutôt « Ministère de l'Environnement et de l'adaptation aux variations climatiques », quelle que soit la cause de ces variations climatiques.

Pour éviter toute confusion, il faut être spécifique et précis afin d'éviter tout langage ambigu. Quand nous parlons de changements climatiques en réponse aux influences humaines, mieux vaut utiliser une expression telle que « changements climatiques causés par l'homme ». Et encore, faut-il que ce soit prouvé, et pas juste allégué sans preuve. Dans le même ordre d'idées, quand nous parlons de «

changements climatiques » sans en préciser la cause, cela devrait signifier exactement ce que ça veut dire, c'est-à-dire des « changements climatiques », quelle qu'en soit la cause. Mais pour bien marquer la différence entre les deux, je préfère personnellement parler de « variations climatiques », ce qui sous-entend « quelle qu'en soit la cause ».

La terminologie précise est l'un des outils les plus puissants dont dispose un scientifique pour raisonner et communiquer clairement, tandis qu'une terminologie imprécise est un outil tout aussi puissant pour ceux qui cherchent à persuader ou à tromper.

L'influence humaine sur le climat était négligeable avant 1900. Parce qu'il n'y avait pas beaucoup de monde à ce moment-là (seulement le cinquième du nombre actuel) et ils travaillaient principalement dans l'agriculture. L'industrialisation commençait à peine dans la majeure partie du monde. Les influences humaines (par les émissions de GES) sont restées très faibles jusque dans les années 1950, alors que ces émissions représentaient moins d'un quart de ce qu'elles sont aujourd'hui.

Les variations climatiques observées avant 1950 montrent donc que d'autres phénomènes ont dû être en jeu, voire dominants, puisque la Terre s'est en fait un peu refroidie entre 1940 et 1980, alors même que les influences humaines se sont accrues. Et puisque ces variations naturelles (à la fois la variabilité interne et les forçages naturels) sont vraisemblablement toujours présentes, il est d'une importance vitale de les comprendre si nous voulons pouvoir attribuer avec confiance ne serait-ce qu'une partie du réchauffement récent aux influences humaines, et être en mesure de projeter comment le climat changera dans le futur.

Pour le moment, ce sont plutôt ceux qui voient des « changements climatiques » partout, selon la définition qu'en donne le GIEC — c'est-à-dire causés par l'activité humaine — qui semblent « bockés » alors que les données statistiques sur les « changements climatiques », toutes causes confondues et observés jusqu'à maintenant ne montrent pas de différences significatives ou de tendances particulières — contrairement à ce que plusieurs prétendent — par rapport aux « changements climatiques » de causes naturelles d'avant 1950. Comme le faisait remarquer Koonin, cela nous porte à penser que les causes anthropiques sont négligeables par rapport aux causes naturelles. Et donc que les « changements climatiques » causés par les humains — au sens du GIEC —, sont à toute fin pratique, indiscernables des « changements climatiques » causés par la nature.

P.S. Ceci dit, si vous me permettez de sortir un peu de la physique pour vous présenter ma petite analyse politique : Legault n'est pas sans savoir que ses accointances avec Al Gore, cette semaine à l'ONU, viennent de knockouter complètement la gauche politique au Québec, sur la question du climat. Du parti Libéral à Québec solidaire, en passant par le Parti Québécois. Il n'a donc plus à s'en occuper maintenant sur cette question. Reste la droite, avec le parti Conservateur du Québec qui le picosse un peu là-dessus dans l'autre sens. D'où son attaque à droite contre les « bockés » — sous entendu « du parti Conservateur du Québec » — qui ne « croient pas aux changements climatiques », selon la mauvaise définition qu'il en donne. Mais attention. J'ai toujours appuyé la CAQ sur la question climatique, jusqu'ici, comme en témoigne le Mémoire que j'ai présenté à Québec en 2020. Mais si le Premier ministre du Québec va trop loin dans ses attaques démagogiques et non scientifiques contre les Conservateurs du Québec ou du Canada sur la question du climat, il se pourrait bien que je délaisse la CAQ pour me porter à leur défense...

Alain Bonnier, Ph.D. (physique)
climato-scientifique